

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 22 juillet 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

11,8 Md GHS

C'est le bénéfice avant impôts (PBT) des banques au Ghana en 2023 (760 M USD), contre 7,9 Md GHS en 2022 (510 M USD).

Nigéria :

Une nouvelle hausse de 50 points de base du taux directeur annoncée par la banque centrale ; La Banque de développement du Nigéria (DBN) accède à l'accréditation du Fond vert pour le climat (GCF) ouvrant ainsi la porte à des financements concessionnels ; Le pétrole brut nigérian se vend 7,72 USD au-dessus du prix de référence budgétaire au premier trimestre 2024 ; Showmax obtient les droits de la série animée nigériane « Iyanu » de HBO.

Ghana :

Le Ministre des finances a présenté la revue semestrielle du budget 2024 ; Réaction de l'industrie suite au projet de régulation du prix du ciment par le gouvernement au Ghana.

Nigeria

Une nouvelle hausse de 50 points de base du taux directeur annoncée par la banque centrale

Suite à la réunion du comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigéria (CBN) les journées du 22 et 23 juillet, [une augmentation du taux directeur de 50 pb a été annoncée](#), qui atteint désormais 26,75 %. Le taux de réserves obligatoires, déjà record, a été maintenu à 45 % pour les banques commerciales et 14 % pour les banques marchandes, avec un ratio prudentiel de liquidité inchangé à 30 %. Toutefois, la banque centrale a réajusté le corridor asymétrique autour du taux directeur principal, passant de -300/+100 à -100/+500, rendant ainsi les taux marginaux de dépôt et de prêt plus élevés, à 25,75 % et 31,75 % respectivement. En augmentant de la sorte le taux marginal de dépôt, qui constitue le taux plancher d'emprunt des banques sur le marché interbancaire, les conditions de financement de ces dernières à court terme deviennent de fait plus coûteuse, et devraient se transmettre à l'économie réelle par des taux d'emprunts plus élevés en conséquence, contribuant par là au resserrement des conditions monétaires. **Le cycle de resserrement monétaire aura donc, avec cette nouvelle hausse, pris plus d'ampleur cette année avec des hausses de taux cumulées de 800 pb en 2024, portant le total des augmentations à 1 525 pb depuis 2022.**

Cette décision arrive à la suite de la publication, la semaine dernière, des chiffres de l'inflation par le Bureau national des statistiques nigérian (NBS), avec une hausse des prix à un niveau record de 34,2 % pour le mois de juin, mais qui semble se rapprocher de son pic. Malgré l'attention particulière apportée à l'inflation alimentaire, le comité de politique monétaire a exprimé son optimisme quant à la trajectoire de l'inflation à moyen terme, sous l'effet de la transmission de la politique monétaire à l'économie et de la mise en œuvre de politiques budgétaires visant à lutter contre la hausse des prix des denrées alimentaires, avec en particulier les mesures d'importation franche annoncées pour plusieurs produits. Pour autant, le comité a réitéré que l'inflation alimentaire résultait principalement de prix plus élevés pour le transport et l'énergie ainsi que l'insécurité qui touche plusieurs régions de production, et qu'une lutte efficace contre cette envolée des prix devrait par conséquent adresser ces problèmes.

La banque centrale a aussi communiqué [une augmentation des réserves en devises étrangères, qui atteignent désormais 37 Md USD](#),

en hausse par rapport au mois de juin. Cette nouvelle devrait accroître la confiance des marchés, et pourrait par ailleurs contribuer à la stabilisation du taux de change. Certaines banques s'attendent sur cette base à une baisse de l'inflation, avec également la disparition des effets de base, et prédisent ainsi que cette hausse marquera la fin du cycle de resserrement monétaire.

La Banque de développement du Nigéria (DBN) accède à l'accréditation du Fond vert pour le climat (GCF) ouvrant ainsi la porte à des financements concessionnels

La Banque de développement du Nigéria (DBN) [a obtenu les accréditations nécessaires de la part du Fond vert pour le climat \(GCF\)](#), selon les annonces faites mardi à Abuja par Tony Okpanachi, directeur général de la banque. Ce dernier explique que cette accréditation permettrait d'aider le pays dans la lutte contre les défis causés par le changement climatique, tels que la désertification ou encore les inondations. Cette accréditation devrait permettre d'accéder à un financement entre 50 M USD et 250 M USD, qui devrait obligatoirement être alloué à des projets de lutte et d'adaptation au réchauffement climatique. Cette coopération pourra pour le moment uniquement prendre la forme de prêts et d'assistance de gestion de projet à la DBN, qui devient la seule entité du Nigéria à disposer d'un statut d'Entité à accès direct (DAE) lui permettant de solliciter les ressources du Fonds sans intermédiaire. Toutefois, des dons, investissements et garanties sont des formes de coopération qui seront envisagées dans un avenir proche, et les prêts auront des taux fortement concessionnels pour contribuer à l'accélération de la lutte contre le changement climatique dans le pays.

Le pétrole brut nigérian se vend 7,72 USD au-dessus du prix de référence budgétaire au premier trimestre 2024

Le prix moyen du pétrole brut nigérian [a atteint 85,68 USD au cours du premier trimestre 2024, soit 7,72 USD de plus que le prix prévu par la loi de finances 2024](#). Selon la Banque centrale du Nigeria (CBN), les prix moyens étaient de 82,18 USD en janvier, 86,08 USD en février, et 88,80 USD en mars. Malgré ces prix élevés, la production de pétrole est restée en dessous des objectifs budgétaires (1,78 mbp en 2024). La production moyenne était de 1,42 mbp en janvier, 1,32 mbp en février, et 1,23 mbp en mars, selon l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). La baisse de la production, causée notamment par le vol de pétrole, le désinvestissement des grandes entreprises et le manque d'investissements, a un impact sur les revenus du gouvernement et la capacité de la CBN à soutenir la valeur du naira. Les prix mondiaux du pétrole ont augmenté en raison du conflit Russie-Ukraine et des

réductions de production par plusieurs pays de l'OPEP. Les conditions économiques mondiales et les tensions géopolitiques ont également influencé les prix. Par exemple, la Russie a réduit sa production de 471 000 barils par jour pour le deuxième trimestre 2024, en diminuant ses exportations.

Showmax obtient les droits de la série animée nigériane « Iyanu » de HBO

Showmax, la plateforme de streaming de l'entreprise de médias et divertissement sud-africaine MultiChoice, [diffusera à partir de 2025 dans 44 pays africains, en accord avec HBO, société productrice de la série](#). Cette adaptation de la série de comics éponyme créée par l'auteur nigérian Roye Okupe sera également disponible sur les chaînes Cartoon Network et Max en Amérique. Le projet a été lancé en 2022 par HBO Max en partenariat avec Lion Forge Animation, un studio de production spécialisé dans la création de contenu d'animation diversifié et inclusif pour des publics de tous âges.

Même si le lancement d'"Iyanu" offre une visibilité exceptionnelle pour la culture ouest-africaine, elle met également en lumière le manque de financement africain pour les projets audiovisuels. En effet, les revenus de la série iront principalement à HBO Max, alors qu'un financement africain aurait généré des revenus principalement sur le continent.

Ghana

Le Ministre des finances a présenté la revue semestrielle du budget 2024

[Le Ministre des Finances du Ghana, Dr. Mohammed Amin Adam, a présenté au Parlement l'examen semestriel de la politique budgétaire pour 2024.](#) Il a souligné une économie en voie de guérison, appuyée par l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, la finalisation de la deuxième revue du programme FMI et les progrès des efforts de restructuration de la dette. Il indique que le rebond économique a dépassé les prévisions, marquant un renversement des tendances négatives antérieures.

Le gouvernement a révisé à la hausse ses prévisions macroéconomiques pour 2024. Le taux de croissance du PIB réel global a été ajusté à 3,1 %, contre 2,8 % initialement prévu, tandis que celui du PIB réel non pétrolier a été révisé à 2,8 %, contre 2,1 % initialement. L'objectif d'inflation pour la fin de l'année reste à 15 %. Les réserves internationales brutes devraient couvrir au moins 3 mois d'importations.

Sur le plan budgétaire, le ministre a souligné l'engagement du gouvernement à vivre selon ses moyens. Les recettes totales et subventions ont été ajustées à la hausse de 0,5 % pour 2024 pour

atteindre 177 Md GHS en 2024 (11,5 Md USD). Les dépenses totales ont été révisées à la baisse de 2,1 % pour atteindre 220 Md USD (14 Md USD), principalement due aux paiements d'intérêts qui ont été réduit avec la restructuration de la dette extérieure. Le solde global a été révisé d'un déficit de 4,8% du PIB à désormais 4,2% du PIB (42,5 Md GHS soit 2,5 Md USD).

Pour soutenir ces objectifs, plusieurs mesures seront mises en place, notamment l'expansion de l'assiette fiscale, l'adoption d'une solution numérique pour le régime fiscal ou l'intention du gouvernement de réintroduire les péages routiers à partir de 2025.

Réaction de l'industrie suite au projet de régulation du prix du ciment par le gouvernement au Ghana

[La proposition de réglementation sur les prix du ciment au Ghana, introduite officiellement au Parlement début juillet 2024](#), a suscité une forte réaction au sein de l'industrie. K. T. Hammond, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, a déclaré en juin 2024 que le gouvernement souhaite intervenir dans les prix du ciment pour protéger les consommateurs contre ce qu'il décrit comme des hausses de prix "aléatoires" par les fabricants. Ce projet de loi vise à promouvoir des pratiques concurrentielles et à prévenir les abus dans les prix du ciment, dans un contexte de hausses constantes des prix des matériaux de construction au Ghana.

Frédéric Albrecht, président de la Chambre des fabricants de ciment (COCMAG), a souligné que près de 80% des coûts de production locaux du ciment sont influencés par le taux de change de la monnaie locale, soulignant que la fixation des prix ne résoudrait pas efficacement le problème des augmentations. En effet, les 14 usines de broyages du pays importent massivement du clinker, le troisième poste d'importation du Ghana en 2023 avec 206 M USD, qui est soumis à de nombreuses taxes et à la dévaluation de la monnaie locale.

M. Albrecht a exprimé ces préoccupations lors d'un forum organisé par la Chambre de construction du Ghana, déplorant le manque de consultation adéquate du secteur du ciment sur la proposition et mettant en garde contre les possibles répercussions négatives sur toute l'industrie de la construction.

Le Dr Joseph Obeng, président de l'Union des commerçants du Ghana (GUTA), a également exprimé son soutien à un engagement accru des parties prenantes et à la nécessité d'une plus grande transparence dans le mécanisme de tarification du ciment.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr